

6. Madame Lita Béliard, retraitée, 1915, boulevard Gouin Est, Montréal (Québec);

7. Monsieur Samuel Boskey, ex-spécialiste en sciences de l'éducation, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 3846, avenue Marcil, Montréal (Québec);

8. M<sup>e</sup> Djénane Boulad, ex-agente de la concurrence, Enquête, Bureau de la concurrence, 5178, rue Hutchinson, Montréal (Québec);

9. M<sup>e</sup> Camille Champeval, avocate, Contentieux, Direction de la protection de la jeunesse du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James, 1644, rue Saint-Germain, Montréal (Québec);

10. M<sup>e</sup> Jacqueline Corado, avocate principale, Tribunal d'appel des transports du Canada, 333, avenue Laurier Ouest, bureau 1201, Ottawa (Ontario);

11. M<sup>e</sup> Pierre Deschamps, avocat en pratique privée spécialisé en droit de la santé, 11305 rue Pasteur, Montréal (Québec);

12. M<sup>e</sup> Frédéric Joseph Doucet, avocat, Tribunal des droits de la personne, 1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec);

13. M<sup>e</sup> Sylvie Gagnon, avocate et membre, Tribunal administratif du Québec, 500, boulevard René-Lévesque Ouest, 4<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec);

14. M<sup>e</sup> Louise Langevin, avocate et professeure titulaire, Faculté de droit, Université Laval, 1030, avenue des Sciences humaines, Québec (Québec);

15. M<sup>e</sup> Gregory James Moore, avocat, Joli-Cœur Lacasse, 2001, avenue McGill College, bureau 900, Montréal (Québec);

16. Madame Pascale Navarro, rédactrice en chef adjointe, TVA Publications inc., 1600, boulevard de Maisonneuve Est, Montréal (Québec);

17. M<sup>e</sup> Marie-Josée Paiement, avocate et directrice de la protection de la jeunesse, Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal, 410, rue de Bellechasse, Montréal (Québec);

18. M<sup>e</sup> Myriam Paris, avocate, superviseure et directrice générale des services intégrés, Agence des services frontaliers du Canada, 1010, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal (Québec);

19. M<sup>e</sup> Daniel Proulx, avocat à la retraite, professeur, Faculté de droit, Université de Sherbrooke, 2500, boul. de l'Université, Sherbrooke (Québec);

20. M<sup>e</sup> Alain Vallières, avocat en pratique privée, 2100, rue Guy, bureau 209, Montréal (Québec).

66451

Gouvernement du Québec

### **Décret 380-2017, 5 avril 2017**

CONCERNANT la nomination d'une membre de la Société québécoise d'information juridique

ATTENDU QU'en vertu de l'article 2 de la Loi sur la Société québécoise d'information juridique (chapitre S-20), la Société québécoise d'information juridique est formée d'au moins douze membres, dont le président et le vice-président, nommés par le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *e* de l'article 3 de cette loi, la Société est formée notamment de deux fonctionnaires du ministère de la Justice, nommés sur la recommandation du ministre de la Justice;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5 de cette loi, les membres de la Société sont nommés pour une période d'au plus cinq ans;

ATTENDU QUE M<sup>e</sup> Chantal Couturier a été nommée membre de la Société québécoise d'information juridique par le décret numéro 497-2015 du 10 juin 2015, qu'elle a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Justice :

QUE M<sup>e</sup> Céline Héту, directrice générale associée par intérim, Direction des registres et de la certification, ministère de la Justice, soit nommée membre de la Société québécoise d'information juridique pour un mandat de deux ans à compter des présentes, en remplacement de M<sup>e</sup> Chantal Couturier.

*Le greffier du Conseil exécutif,*

JUAN ROBERTO IGLESIAS

66452